

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Novik, Nimrod, *Encounter with Reality : Reagan and the Middle East (The First Term)*, Jaffee Center for Strategic Studies, Telaviv University, Westview Press, Boulder, Colorado, 1985, 106 p.

par Denise Artaud

Études internationales, vol. 19, n° 2, 1988, p. 395-396.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702364ar>

DOI: 10.7202/702364ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOVIK, Nimrod, *Encounter with Reality: Reagan and the Middle East* (The First Term), Jaffee Center for Strategic Studies, Telaviv University, Westview Press, Boulder Colorado, 1985, 106 p.

Nimrod Novik, chercheur de haut niveau au *Jaffee Center for Strategic Studies*, avant de devenir conseiller pour les Affaires étrangères du Premier ministre israélien, décrit dans un mince mais dense volume la politique extérieure de Reagan au Moyen-Orient de 1981 à 1984. L'ouvrage commence par un résumé de « l'héritage Carter », d'une politique menée en fonction du prisme déformant des « leçons du Vietnam », ou de la culpabilité du président pour n'avoir que tardivement épousé la cause des droits civiques dans le Sud, culpabilité qui le mène à faire des Droits de l'Homme le centre de son action. De sorte que l'Administration Carter a tendu à réduire les engagements américains au Moyen-Orient, sous prétexte que c'était « l'arrière-cour » de l'URSS, à légitimer le terrorisme de l'OLP, à privilégier l'Arabie Saoudite qui devait désormais assumer le rôle de l'Iran, à considérer enfin Israël comme un « fardeau moral », le but ultime de tout ce programme étant la création d'un État palestinien. Cette politique s'est soldée par un échec complet, à moins, comme l'a dit un des critiques de Carter que son objectif réel n'ait été « de récompenser nos ennemis et de punir nos amis ».

Face à cet échec, l'on s'attendait à une reprise en main rapide de la part de l'Administration Reagan. Or, en ce qui concerne le Moyen-Orient, le démarrage a été extrêmement lent. L'*Ethics in Government Act* de 1978 a retardé la nomination de nombreux hauts fonctionnaires. Les choix de politique étrangère ont été entravés par des rivalités internes et la difficulté de réorganiser le Conseil National de Sécurité. L'attentat contre le président en mars 1981 est venu apporter un coup de frein supplémentaire. Enfin et surtout, la priorité pour l'Administration Reagan en 1981 n'est certainement pas le Moyen-Orient. Ce sont les questions économiques et le réarmement, le resserrement des liens avec les Alliés, toutes choses qui doivent permettre aux États-Unis de redresser leur position dans

un contexte stratégique difficile, puisque la menace soviétique est à l'échelle planétaire et que cette menace est assortie de moyens considérablement renforcés.

Cependant à l'automne 1981, en réponse à une requête du Congrès, le département d'État et le Pentagone définirent les objectifs américains au Moyen-Orient: maintenir les lignes de communication et l'accès aux ressources pétrolières, contrer le renforcement du pouvoir soviétique, améliorer les relations politiques, économiques et commerciales dans la région. Seul le caractère extrêmement vague de ces objectifs avait permis l'accord des deux départements mais cet accord ne devait pas résister à l'impasse stratégique (*strategic quandary*) à laquelle les États-Unis allaient bientôt être confrontés.

L'Administration Reagan était en effet arrivée au pouvoir persuadée que la sécurité du Moyen-Orient devait être assurée directement par les États-Unis et non par des « gendarmes régionaux » comme l'avait été le Shah, ou à moindre degré l'Arabie saoudite. Mais faute de moyens qui permettraient aux États-Unis d'assumer immédiatement ce rôle, il fallait s'en remettre au « *strategic consensus* », en fait à des ententes bilatérales avec les différentes États du Moyen-Orient et du Golfe qui, moyennant livraisons d'armes, assureraient momentanément la sécurité au nom d'un intérêt stratégique supposé commun. D'où la vente des AWACS à l'Arabie saoudite en 1981, dont le principal résultat fut d'inquiéter Israël et de montrer la fragilité du *strategic consensus*; puis, pour rassurer Tel-Aviv, la signature d'un *Memorandum of Understanding for Strategic Cooperation* (MOU) et en 1982 un exercice militaire américain au Moyen-Orient (*Bright Star*), cherchant à démontrer que les États-Unis pouvaient – ou pourraient bientôt – reprendre leur rôle traditionnel de gardien de la région.

L'opération « Paix en Galilée » en 1982 marque un tournant décisif dans la politique de l'Administration Reagan. Soutenue d'abord par le secrétaire d'État Alexander Haig au nom du *strategic consensus*, cette opération est endiguée, voire détournée de son but lorsque George Shultz prend les commandes au

département d'État. Le rapprochement avec les États arabes prend le pas sur le resserrement des liens avec Israël qu'avait semblé indiquer la signature du MOU; de plus le contexte international change avec le renforcement du terrorisme (destruction de l'ambassade américaine à Beyrouth, le 19 avril 1983, celle du quartier général des Marines le 23 octobre), et surtout avec le renforcement des liens soviéto-syriens. Reagan décide donc en 1984 d'abandonner la partie au Liban.

Quelques mois auparavant, le 1^{er} septembre 1983, le Plan Reagan avait été proposé dans le but de désembourber le processus de paix au Moyen-Orient et de trouver un règlement au problème palestinien. Mais un an plus tard ces espoirs étaient déçus. Ni la Jordanie ni l'Arabie saoudite ne s'étaient montrées enthousiastes. Le rôle désormais joué par la Syrie fermement appuyée par Moscou, et plus encore les liens — qui n'avaient pas été perçus clairement à Washington — entre les problèmes palestinien et libanais, avaient été autant d'obstacles sur la route d'un règlement.

Les incertitudes et les échecs de la politique américaine au Moyen-Orient s'expliquent, selon Novik, d'abord par l'attitude de l'opinion américaine, désireuse de voir à nouveau s'affirmer la puissance des États-Unis hors des frontières, mais vite réticente dès qu'il s'agissait d'engager les *boys* à l'étranger; également par les tensions croissantes entre le département d'État et le Pentagone. D'où finalement le retour à la politique du « gendarme régional », et les ventes d'armes accrues aux États du Moyen-Orient. Bref, à l'automne 1984, l'Administration Reagan n'a pas tenu ses promesses de projeter une image de *Credibility, Continuity and Consistency*. Mais elle a commencé son « éducation » ainsi que celle de l'opinion américaine, offrant ainsi les chances d'une politique plus ferme dans les années à venir.

À coup sûr, on peut regretter que les développements de Novik soient souvent trop rapides, notamment dans la deuxième partie. Les grandes lignes du Plan Reagan ne sont pas exposées clairement, et, en ce qui concerne l'opération Galilée, le problème essentiel de savoir dans quelle mesure le département d'É-

tat a été informé à l'avance n'est pas évoqué. De même les conclusions manquent un peu de relief (si le succès de la politique américaine au Moyen-Orient ne dépendait que de l'heureux aboutissement d'un processus d'éducation, pourquoi, au cours de son second mandat, l'Administration Reagan n'a-t-elle pas volé de victoire en victoire?) Cependant, *Encounter with Reality* demeure un ouvrage extrêmement utile parce que synthétique et nourri de multiples et précieuses informations tirées de la presse et des sources officielles américaines, et pour certains passages, de la presse et d'ouvrage israéliens.

Denise ARTAUD

CNRS, Paris

UNION SOVIÉTIQUE

BARK, Dennis L. (Ed.) *The Red Orchestra: Instruments of Soviet Policy in Latin America and the Caribbean*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, 158 p.

Quel titre percutant que celui de ce livre ! Il évoque pour nombre de lecteurs potentiels le nom de ce réseau soviétique d'espionnage actif en Allemagne et en Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Il cadre admirablement bien avec la thèse des auteurs : l'Union soviétique dirige tel un chef d'orchestre un immense réseau de gouvernements, d'organisations qui sont autant d'« instruments » au service de sa politique étrangère. Mais la métaphore pourrait être retournée contre les onze auteurs qui embouchent à l'unisson la même trompette néo-conservatrice, éminemment manichéenne, qui charme et que joue l'administration Reagan.

Ce que ce livre a de plus choquant et d'inexact, c'est moins la vision d'une Union soviétique expansionniste, superbement intrigante, que celle d'un Tiers Monde voué à n'être que le valet docile d'une superpuissance totalitaire à défaut d'être l'allié des États Unis, champion des libertés et de la démocratie. Deux mots reviennent constamment pour désigner ceux qui collaborent avec l'URSS : « pro-